

RUMILLY, Robert, *Histoire de la province de Québec : Succession de Laurier* (vol. XXIV) ; *Alexandre Taschereau* (vol. XXV) ; *Rayonnement de Québec* (vol. XXVI). Montréal : Éditions Chantecler, 1953, 246 p. 255 p. 287 p. Index. \$2.00 chaque volume broché.

Michel Brunet

Volume 7, Number 1, juin 1953

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/301584ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/301584ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Institut d'histoire de l'Amérique française

ISSN

0035-2357 (print)

1492-1383 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this review

Brunet, M. (1953). Review of [RUMILLY, Robert, *Histoire de la province de Québec : Succession de Laurier* (vol. XXIV) ; *Alexandre Taschereau* (vol. XXV) ; *Rayonnement de Québec* (vol. XXVI). Montréal : Éditions Chantecler, 1953, 246 p. 255 p. 287 p. Index. \$2.00 chaque volume broché.] *Revue d'histoire de l'Amérique française*, 7(1), 121–128. <https://doi.org/10.7202/301584ar>

RUMILLY, Robert, *Histoire de la province de Québec: Succession de Laurier* (vol. XXIV); *Alexandre Taschereau* (vol. XXV); *Rayonnement de Québec* (vol. XXVI). Montréal: Editions Chantecler, 1953, 246 p. 255 p. 287 p. Index. \$2.00 chaque volume broché.

M. Robert Rumilly vient d'ajouter quelque 750 pages à sa monumentale *Histoire de la province de Québec*. Ces trois nouveaux volumes couvrent à peine quatre années d'histoire (1919—1923). On peut se demander si l'historien n'allonge pas inutilement son récit. Cependant, il faut se rappeler que M. Rumilly accomplit un travail de pionnier. Il s'est imposé la lourde tâche de déblayer le terrain. Les historiens qui lui succéderont pourront entreprendre la synthèse dont ses patientes recherches fournissent les éléments essentiels.

Nous avons déjà dit tout le mérite de cette œuvre historique (voir *Revue d'histoire de l'Amérique française*, 4 (décembre, 1950): 438). Le Canada français doit beaucoup à ce chercheur laborieux qui, depuis près d'un quart de siècle, fouille le passé récent de sa patrie d'adoption. Nous avons trop longtemps cru qu'il ne fallait pas écrire l'histoire contemporaine de notre province et de notre pays. Un vieux cliché prétend que le recul du temps est absolument nécessaire à l'historien. Au nom de ce faux principe, nous n'enseignions pas aux nouvelles générations l'histoire que leurs pères et leurs grands-pères avaient vécue. Chacun d'entre nous n'a qu'à se rappeler ses années de collège et d'université. Quels professeurs osaient étudier en classe d'une manière objective et sans parti pris un problème brûlant d'actualité ou l'histoire récente du Canada et de la province de Québec? Ils étaient extrêmement rares. Nos manuels d'histoire s'arrêtaient prudemment à la fin du XIXe siècle. Quand ils poussaient l'audace jusqu'à se rendre aux élections de 1896! A toutes fins pratiques, l'enseignement de l'histoire nationale se terminait à la Confédération. Quand on abordait les événements et les personnages des années subséquentes, on se contentait de donner une table chronologique. L'histoire contemporaine était presque considérée comme sujet tabou. Signe évident d'un manque de maturité intellectuelle.

Cette situation n'a profité à personne. Elle explique, en partie, l'absence au Canada français d'une opinion publique suffisamment éclairée sur les problèmes contemporains et la grande faiblesse de notre éducation politique. Pour compléter le tableau, n'oublions pas que la plupart des étudiants de nos internats n'avaient pas la permission de lire régulièrement les journaux. L'historien qui s'intéresse à l'histoire intellectuelle du Canada français ne peut pas ignorer ces faits révélateurs. Lorsque M. Rumilly s'attaqua à la tâche d'écrire l'histoire de notre province depuis 1867, il rendit un grand service aux Canadiens français. Il nous a appris que l'histoire de notre nationalité n'avait pas pris fin en 1867 et qu'un peuple n'avait pas le droit d'ignorer son histoire contemporaine.

Malheureusement, il est à craindre que la jeunesse n'ait ni la patience ni le temps de lire cette volumineuse *Histoire de la province de Québec*.

Ceux qui ont lu chacun de ces vingt-six volumes dès sa publication ont passé au travers la collection sans s'en rendre compte. Qu'ils tentent, maintenant, de s'imaginer la réaction du jeune étudiant auquel son professeur d'histoire recommande la lecture de l'œuvre de M. Rumilly! L'auteur se gagnerait la reconnaissance de la gent étudiante et du public lecteur, en général, s'il publiait une synthèse, en trois ou quatre volumes, de son *Histoire de la province de Québec*. Une telle initiative répondrait à un besoin réel.

* * *

Les trois derniers volumes de l'*Histoire de la province de Québec* sont bourrés d'événements et de faits de grand intérêt. La période qui a suivi la première grande guerre ressemble étrangement à celle que nous vivons depuis 1945. La guerre avait accéléré l'industrialisation du pays et de la province. Si on excepte la courte récession économique de 1921—1923, le pays connaissait une prospérité relative, particulièrement dans l'industrie et dans le commerce. Il est vrai que l'agriculture traversait une crise de mévente, mais la concentration capitaliste allait de succès en succès. Et, selon la coutume, on s'inquiétait peu du sort pénible des agriculteurs. Il y a trente ans, on ne pratiquait pas sur une haute échelle la politique de soutien des prix agricoles. L'état d'euphorie créé par les années de guerre persistait. Le gouvernement provincial, grâce à la prospérité générale dont, naturellement, il se disait responsable, avait vu ses revenus augmenter rapidement. Le trésorier annonça triomphalement un revenu de quatorze millions en 1921! La province était aux mains du parti libéral. Celui-ci se sentait bien en selle. Gouin avait laissé le pouvoir à Taschereau qui, comme son prédécesseur, se montrait capable de contrôler la province. Le nouveau premier ministre continuait la politique des "grandes affaires" que Parent avait inaugurée et que sir Lomer Gouin avait perfectionnée. Le mariage du gouvernement et des grands capitalistes anglo-saxons en était toujours à la lune de miel. Lapointe et ses amis fédéraux récoltaient les dividendes électoraux de la "conscription" en cultivant le culte anti-Meighen.

De nombreux problèmes, cependant, se posaient à l'attention de l'opinion publique et des gouvernants. La concentration de la population dans les centres urbains et les exigences de l'hygiène moderne obligèrent les autorités provinciales à s'intéresser plus directement à l'assistance sociale et à la santé publique. L'intervention de l'État dans un domaine presque entièrement réservé jusqu'alors à l'entreprise privée et aux municipalités s'imposait. Les institutions existantes ne pouvaient plus répondre adéquatement aux besoins de la population. Elles ployaient sous leurs charges financières. Conscient de ses nouvelles responsabilités, le gouvernement Taschereau fit adopter la loi de l'Assistance Publique. Cette mesure nécessaire avait reçu l'approbation de médecins et de sociologues bien au courant de la situation. Toutefois, elle souleva la méfiance et l'opposition de tous ceux qui craignaient l'intervention de l'État dans les œuvres d'hospitalisation et d'éducation. Cette attitude s'explique facilement. Il faut re-

connaître que quelques membres du parti libéral n'avaient pas entièrement renié les principes qui avaient inspiré les anciens Rouges. Quelques-uns d'entre eux voyaient dans cette nouvelle législation la réalisation d'une partie de leur programme. Les autorités religieuses, se rappelant les dures luttes qu'elles avaient dû mener pour conserver leur indépendance et leur liberté d'action, se demandèrent quelles étaient les intentions réelles du gouvernement.

Alexandre Taschereau et ses ministres tentèrent de les rassurer. Le premier ministre déclara: "Il n'est nullement question d'une mainmise de l'État sur nos institutions d'assistance publique. La charité fait des merveilles qu'aucun gouvernement ne pourrait accomplir, et il convient de lui laisser toute son initiative. Nous voulons simplement aider le plus possible nos hôpitaux et toutes nos œuvres d'assistance". La loi n'imposait aux institutions qui bénéficieraient des largesses de l'État qu'un minimum de formalités, de renseignements et de contrôles. Elle prévoyait, de plus, que les institutions catholiques ne pourraient s'affilier au nouveau service sans obtenir l'autorisation de leur ordinaire. Malgré toutes les précautions prises, une partie influente de l'opinion publique demeura méfiante. La création de la Commission des Liqueurs reçut un accueil peu enthousiaste dans les mêmes milieux.

Il existe au Canada français une école de pensée qui s'oppose systématiquement, instinctivement à toute intervention de l'État. Pour comprendre ce fait, il faut se rappeler que les Canadiens français ont eu le malheur d'avoir été privés pendant très longtemps, soit de 1760 à 1867, d'un gouvernement bien à eux. Nos premiers hommes politiques furent réduits, bien malgré eux, au rôle peu reluisant de thuriféraires et de "collaborateurs" du conquérant. Après 1791, la majorité d'entre eux s'épuisa dans une opposition stérile. Celle-ci dura jusqu'à 1837. Ne participant pas directement et activement au gouvernement de leurs compatriotes, les chefs politiques canadiens-français de cette époque n'avaient pas pu acquérir la prudence et le sens des responsabilités que donnent l'exercice et l'habitude du pouvoir. Sous l'Union, les anciens lieutenants de Papineau se sont docilement initiés à l'art de gouverner sous la tutelle vigilante de leurs collègues anglais qui dominaient la scène politique. Lorsque enfin une province canadienne-française se créa, nous n'avions pas un nombre suffisant d'hommes de gouvernement ni de tradition administrative. Notre État provincial, tel qu'organisé en 1867, n'avait rien d'un grand gouvernement capable de prendre des initiatives d'envergure. On le destinait à des fonctions très modestes. Nos meilleurs hommes politiques s'orientèrent vers Ottawa. Écartés de l'administration fédérale, les libéraux s'intéressèrent plus que leurs rivaux conservateurs au gouvernement provincial. Une minorité tapageuse et irresponsable du parti libéral réclama des réformes et des mesures qui soulevèrent l'opposition des principales classes dirigeantes alliées aux conservateurs. Les campagnes ridicules et absurdes de nos "petits pères Combes" contribuèrent à convaincre une partie influente de

notre élite que nous n'avions rien de bon à attendre de notre État provincial. Au Canada français, toute une école de penseurs politiques en vint à croire que le gouvernement idéal était celui qui ne gouvernait pas. L'un des chefs de file de cette école, Edmond de Nevers, ne proposait-il pas dans son *Avenir du peuple canadien-français* (1896) l'abolition pure et simple de notre gouvernement provincial ?

L'État québécois avait un rôle primordial et indispensable à jouer dans la vie économique et sociale de la nationalité canadienne-française. Malheureusement, chaque fois qu'il a voulu s'acquitter des devoirs qui incombent à tout État moderne, il a rencontré une forte opposition dans les milieux qui mettaient en doute l'honnêteté de ses intentions et l'opportunité des réformes proposées. Ne cherchons pas ailleurs l'explication de l'absence d'une politique économique et sociale au service des Canadiens français. Cette paralysie imposée à notre État provincial n'aura, en définitive, profité qu'au gouvernement central. L'inaction du gouvernement de notre province lui avait laissé le champ libre.

Le problème universitaire était à l'ordre du jour. Il le demeure encore. Nos universités ont toujours connu une existence précaire et impécunieuse. Profitant de la prospérité du moment, l'Université de Montréal, qui venait d'obtenir son indépendance, et l'Université Laval lancèrent une souscription. L'Université McGill les imita. Le gouvernement et le public se montrèrent généreux. Les deux universités canadiennes-françaises réorganisèrent l'enseignement des sciences afin de répondre aux besoins d'une province en pleine expansion industrielle. Dans plusieurs milieux, on exigeait depuis longtemps la formation d'hommes de sciences canadiens-français. On s'imaginait qu'il suffirait de préparer des chimistes, des physiciens, des ingénieurs, des botanistes et des comptables agréés pour conquérir l'indépendance économique du Canada français. Cette illusion persiste toujours. Des circonstances historiques, dont personne n'est responsable en particulier, ont placé les Canadiens français dans un état d'infériorité au point de vue économique. Une politique économique visant à corriger — dans la mesure du possible — cette situation déplorable exigera beaucoup plus que la mise sur le marché du travail de diplômés à la recherche d'emplois subalternes dans les grandes compagnies qui contrôlent l'économie de la province. M. Edouard Montpetit créa l'École des sciences sociales, économiques et politiques dont il espérait beaucoup pour l'avenir de ses compatriotes. Cette initiative venait à son heure et reçut l'appui des autorités religieuses et civiles. Mais il fallut ménager bien des influences et la modicité du budget mis à la disposition de l'École ne lui permit pas de devenir un centre de recherches. M. Rumilly a raison d'insister sur toutes les difficultés auxquelles les courageux et désintéressés pionniers de notre enseignement supérieur eurent à faire face. Quand on se souvient de ces débuts pénibles, on s'explique bien des choses...

La réforme de l'enseignement, l'école gratuite et obligatoire, l'étude de la langue anglaise divisèrent l'opinion publique. En certains milieux,

des critiques très sévères et souvent injustes s'élevèrent contre notre système d'enseignement et contre nos éducateurs. Les Canadiens français n'ont jamais voulu payer le prix élevé que coûte un enseignement bien organisé; mais ils ne se sont jamais privés de critiquer leurs institutions d'enseignement. La majorité, cependant, admettait la nécessité de certaines réformes. Mgr Ross exerça une grande influence dans la préparation du nouveau programme de l'enseignement primaire. Le gouvernement accorda aux collèges classiques un octroi annuel de \$10,000. Cette modeste somme leur permit de retenir les services de professeurs mieux préparés et d'augmenter leur matériel didactique. Les partisans de l'école obligatoire passaient encore pour des révolutionnaires sujets à l'anathème. Une partie de l'opinion publique se déclara en faveur du bilinguisme scolaire. Cet engouement pour l'étude prématurée de la langue anglaise mettait en danger la formation de la jeunesse. Nos meilleurs pédagogues dénoncèrent la naïveté de ceux qui croient au bilinguisme intégral et s'opposèrent avec succès à leurs projets.

Aucun domaine, aucun événement, aucun fait, aucune question, aucun personnage n'échappent au regard inquisiteur de M. Rumilly. Tout y passe: les dessous politico-financiers de la nationalisation des chemins de fer, le projet de former une coalition libérale-conservatrice sous l'égide de sir Lomer Gouin et de sir Thomas White afin de protéger les intérêts des grands capitalistes alarmés par les progrès des Fermiers-Unis, la collusion des journaux et des brasseurs d'affaires, l'élection de Mackenzie King comme chef du parti libéral, les "homélies" de Bourassa en faveur de la bonne presse, les progrès du syndicalisme catholique et les résistances des unions internationales et neutres, les efforts des missionnaires de la bonne entente entre les deux races, le rapprochement entre Irlandais et Canadiens français, Médéric Martin et la politique municipale de la métropole, les luttes sourdes et impitoyables entre les "fauves" anglo-saxons de la finance et de l'industrie, le sort de nos minorités dans les autres provinces et aux États-Unis, l'agitation des milieux agricoles, le développement des routes et de l'industrie du tourisme, les plaintes des apôtres de la colonisation agricole qui croient à la vocation paysanne du Canadien français malgré les démentis apportés par l'évolution économique de la province et par les recensements décennaux. L'énumération n'est pas complète. Le lecteur s'amusera beaucoup à la lecture des pages piquantes décrivant le rôle primordial des dynasties familiales dans la vie sociale et politique du Québec. L'Affaire Blanche Garneau laisse deviner quel était le niveau des discussions politiques de l'époque. Quelques-uns diront qu'il ne s'est pas haussé depuis. Il semble, au contraire, que les progrès de l'instruction et l'organisation de nombreuses associations professionnelles et autres ont contribué à donner à nos luttes politiques un peu plus de dignité et de sérieux. Cette constatation quelque peu encourageante ne doit pas nous faire croire que notre éducation politique est enfin terminée!

Les relations extérieures du Canada, en particulier avec le Royaume-

Uni et l'Empire, retiennent l'attention de l'historien. Celui-ci ne manque pas de perspicacité pour dépister les moindres manifestations et manèges de ceux qu'il appelle les "impérialistes". M. Rumilly semble croire que la fidélité britannique du Canada anglais se résume à un sentiment quelque peu artificiel, entretenu par des propagandistes extrêmement habiles. Ceux-ci, toujours selon l'auteur, se recruteront parmi les agents officiels et officieux du gouvernement impérial et parmi les grands financiers anglo-canadiens décorés par Londres. Les hommes politiques seraient très souvent, sinon toujours, les instruments dociles de ces magnats dévoués aux intérêts de l'Empire et à leurs propres intérêts. C'est trop facilement oublier que les convictions impérialistes du Canada anglais ont des racines très profondes. Les événements depuis la deuxième guerre mondiale ne permettent plus d'en douter. Le Canada existe parce que des hommes d'affaires et des hommes politiques d'origine anglaise — descendants ou héritiers spirituels des loyalistes de la Révolution américaine — ont bâti contre les États-Unis rebelles, républicains et cosmopolites, au nord du 45^e parallèle, un pays loyaliste, monarchique et britannique. Cet État a puisé dans son attachement indéfectible à l'Empire sa volonté de vivre et ses raisons d'être. Pour des motifs différents, les Canadiens français ont participé à cette entreprise. Ils doivent toujours se rappeler, néanmoins, que le Canada a vécu et vit parce qu'il y a un Empire britannique.

L'historien rend un juste hommage à l'œuvre accomplie par l'honorable Athanase David. Comme secrétaire provincial, celui-ci a courageusement travaillé au progrès de ses compatriotes et de sa province. Dans les domaines de la santé publique et de l'éducation, il s'est révélé un véritable précurseur au Canada français. Ses nombreuses initiatives ont profité à notre petit peuple et ont tracé la voie suivie par ses successeurs. Il est amusant de connaître la réaction de l'honorable J.-L. Perron, ministre de la Voirie, lorsque son collègue proposa la fondation d'un prix littéraire et la création de deux écoles des Beaux-Arts. Osons espérer que cette époque de la "frontière" où la culture désintéressée devait se faire pardonner son existence est enfin révolue. Sinon complètement, du moins partiellement.

M. Rumilly n'a jamais pris place parmi les défenseurs de la démocratie parlementaire. Ses recherches et ses observations ne l'ont pas réconcilié avec un régime politique que les maîtres de son adolescence lui avaient appris à honnir. Chaque fois qu'il en a l'occasion, il souligne avec un malin plaisir les faiblesses des institutions démocratiques. Il en veut surtout aux partis politiques et aux hommes de parti. Il faut reconnaître que l'esprit de parti a souvent faussé le jugement de nos hommes politiques. Les partis eux-mêmes doivent-ils en être tenus responsables? Nos institutions ne peuvent pas fonctionner sans l'existence de partis politiques qui ne sont que des instruments au service de la majorité ou de ceux qui contrôlent cette majorité. Conçu d'une façon réaliste, à l'échelle terrestre, le gouvernement des hommes se ramène à un compromis, à un équilibre — toujours de caractère temporaire — entre des forces concurrentes et souvent adversaires. Lorsque

les partis politiques ne rendent pas au groupe qu'ils représentent les services que celui-ci en attend c'est parce que des forces plus puissantes s'opposent à ses véritables intérêts. Il s'agit alors d'identifier et de neutraliser — dans la mesure du possible — ces forces hostiles à l'épanouissement du groupe intéressé. On atteindra ce résultat en préparant des hommes qui comprendront le mécanisme de nos institutions, qui auront appris à les admirer et qui sauront les utiliser dans les meilleurs intérêts de notre nationalité. Nous avons besoin de démocrates convaincus. Les institutions démocratiques constituent le système de gouvernement le moins imparfait créé par les humains. Pour donner tous les fruits qu'il promet, notre régime politique a besoin de l'adhésion enthousiaste et éclairée de nos élites. Nos partis politiques serviront bien ou mal la communauté dans la mesure où ils seront composés d'hommes supérieurs ou d'hommes médiocres. Les partis ne font pas les hommes mais ce sont les hommes qui font les partis. Ne commettons pas l'erreur de croire que les partis débauchent les hommes qui s'y enrégimentent. C'est refuser d'aller à la source du mal: la mauvaise éducation politique de la jeunesse ou l'absence d'une véritable éducation politique. L'œuvre de M. Rumilly, en nous exposant brutalement le fonctionnement de nos institutions politiques dans la vie quotidienne, aura fait progresser, plus qu'il ne le croit, la science politique — la *political science* — au Canada français. A condition de tirer profit de la leçon pratique de politique que l'*Histoire de la province de Québec* nous donne.

L'auteur n'oublie jamais de nous tenir au courant des espoirs, des succès et des infortunes de nos minorités dans les provinces anglaises et en Nouvelle-Angleterre. Celles-ci vivaient alors continuellement sur la brèche. On croyait encore possible d'assurer la survivance de tous les groupes canadiens-français établis en dehors de la province-mère. Les événements des trente dernières années et les révélations faites au récent Congrès de la Langue française obligent à plus de réalisme. L'historien ne manque pas de souligner avec beaucoup de justesse que les minorités ont absolument besoin d'un Québec puissant et influent pour les épauler dans leur volonté de vivre. Leur sort est directement lié à celui de la seule province canadienne-française du pays. Nier ce principe élémentaire d'une politique réaliste de survivance serait commettre une erreur irréparable.

M. Rumilly nous présente une véritable galerie de portraits. Plusieurs sont admirables de précision et de fidélité. Et cela sans effort visible chez l'écrivain. Les personnages historiques revivent sous sa plume alerte. Avec leurs qualités, leurs défauts, leurs caractéristiques, leurs faiblesses. En général, il juge les hommes avec objectivité et sérénité. Sans manquer d'humour et de sympathie. Parfois, l'historien veut trop en dire et commet quelques imprécisions. Celles-ci ne sont pas graves, cependant, et ne faussent pas le récit historique. Il aurait pu se renseigner davantage auprès des témoins et des acteurs encore vivants. On a souvent l'impression qu'il travaille trop vite. Le style lui-même souffre, quelquefois, de cette hâte.

Est-il nécessaire, en terminant ces commentaires un peu longs, de recommander à tous la lecture attentive de ces trois derniers volumes de

l'Histoire de la province de Québec? En les lisant, nombre de problèmes actuels deviendront moins obscurs et le passé semblera plein d'actualité. C'est la preuve que l'historien a bien travaillé. Il a fait œuvre utile.

Michel BRUNET

Professeur agrégé,
Institut d'histoire,
Faculté des Lettres,
Université de Montréal.